

Le budget—M. Blenkarn

M. Blenkarn: C'est un choix socialiste, bureaucratique, un choix que soutiennent les députés comme celui d'Ottawa-Centre.

M. Evans: Ce n'est pas vrai et vous le savez.

M. Blenkarn: Le gouvernement ne croit pas à la libre entreprise. Il estime pouvoir diriger l'économie au moyen du produit des impôts. Globalement, ce budget ne fait rien pour l'emploi, pour la création d'emplois ou pour quoi que ce soit d'autre. Le gouvernement a décidé qu'il était le mieux placé pour diriger l'économie et qu'il pouvait le faire mieux que le citoyen moyen, qui travaille, épargne et crée. Il a décidé qu'il prélèverait 5.72 milliards et qu'il n'en réinjecterait que 4.8 milliards, gardant ainsi le reste et se demandant ce qu'il en fera.

Lorsqu'on voit les prévisions de déficit, on n'en croit pas ses yeux. Quand le gouvernement a pris ses fonctions, l'état du 31 mars 1980 montrait une dette nette de 68.5 milliards. Au 31 mars de cette année, elle était passée à 146.8 milliards. En d'autres termes, en l'espace de cette législature-ci, le gouvernement a presque réussi à doubler la dette nationale nette. Je précise «la dette nationale nette», car elle ne comprend pas les énormes dépenses, les pertes massives, des sociétés de la Couronne. Elle ne comprend pas les garanties que le gouvernement a si généreusement données à la Société pour l'expansion des exportations, à Canadair, à de Havilland, à des gens d'autres pays, des garanties qui, selon le Vérificateur général lui-même, devraient être traitées comme un passif par le gouvernement du Canada et ajoutées à la dette nette.

Le fait est que lorsque le gouvernement du Canada dépense \$3, il emprunte \$1 ou creuse le déficit de \$1. En fait, cette année, on prévoit que, pour chaque somme de \$3 dépensée par le gouvernement, plus de \$1 sera soit emprunté soit soustrait aux caisses de retraite, soit obtenu par d'autres moyens de cette nature. Le gouvernement ne peut pas continuer de cette façon. Nous savons tous que tout se paie. Pourtant, selon les principes de notre ministre des Finances de 200 millions de dollars, ce n'est sans doute pas toujours vrai, car le gouvernement peut dépenser moitié plus que ce qu'il prélève en impôt. Il faut changer de cap.

Actuellement, le gouvernement consacre près du tiers de ses recettes simplement à payer l'intérêt sur la dette. La situation ne s'améliore pas, en dépit de prévisions beaucoup trop optimistes sur notre croissance. Laissez-moi parler un peu de ces prévisions hyper-optimistes. Le gouvernement prévoit que cette année il y aura une croissance réelle du PNB réel de 2.3 p. 100. J'espère que ce sera vrai, mais sur quoi se base-t-on pour prévoir une telle croissance? Ensuite, on prévoit que, en 1984, l'augmentation du PNB réel sera de 5.2 p. 100. Notre pays n'a pas connu un taux de croissance de 5 p. 100 depuis les années 50, et pourtant les libéraux prétendent que nous allons y parvenir d'ici 1984.

• (1150)

Pour les années suivantes, 1985, 1986 et 1987, le gouvernement prévoit un taux de croissance de 4.4 p. 100. J'espère qu'il a raison. Toutefois, ces prévisions de croissance sont si peu réalistes qu'elles nous portent à douter du moindre chiffre qui figure dans les documents budgétaires présentés l'autre soir. En effet, que ce soit au cours des années 60 ou pendant les

années 70, nous n'avons jamais atteint un tel taux de croissance. Prétendre que nous allons réussir, à peine sortis de cette récession—comme une fusée expédiée à partir d'un lance-missiles—à atteindre le taux de croissance prévu par les libéraux est exagérément optimiste, à mon avis. J'espère sincèrement qu'ils ont raison. Mais je tiens à vous dire, monsieur le Président, ainsi qu'au reste du pays, que ces prévisions sont irréalistes. Certes, elles vont faire naître un certain optimisme parmi les Canadiens—c'est déjà le cas pour ceux qui ont jeté un premier coup d'œil sur le budget—mais un optimisme malheureusement injustifié.

Si l'on compare ces prévisions avec celles que le gouvernement a établies à l'égard de son déficit, on constate que non seulement notre activité économique va connaître une croissance généralisée, conformément aux prévisions du gouvernement, mais également que celle-ci ne s'accompagnera pas d'une diminution du déficit. Les libéraux prétendent que même grâce à cette croissance généralisée et peu réaliste, je le répète, notre déficit ne tombera pas en-dessous de 25 milliards de dollars dans un avenir prévisible. Autrement dit, pendant encore quelques années, le gouvernement continuera d'aller sur les marchés financiers du pays pour emprunter de plus en plus, même si, d'après ses prévisions en matière de croissance, nous devrions être en plein essor économique.

Il y a quelque chose qui ne va pas lorsqu'un gouvernement prétend d'une part que nous allons connaître un essor économique, une croissance énorme, soit 5 p. 100 et 4.4 p. 100 pendant plusieurs années de suite, mais que nos emprunts continueront à être de plus d'une vingtaine de milliards de dollars. Notre déficit sera toujours supérieur à 25 milliards de dollars. La gestion de notre pays laisse fortement à désirer, et c'est un problème structurel.

Si le budget actuel mérite des critiques, la principale qu'on puisse lui adresser est de ne rien faire pour s'attaquer aux problèmes structurels fondamentaux auxquels se heurte notre pays. On ne peut pas continuer indéfiniment à se dire que tout finira par s'arranger, et que peu importe si la conjoncture est bonne ou mauvaise, il nous suffira d'emprunter davantage sur l'avenir. On sait que ce n'est pas possible lorsqu'on gère un budget familial. Nous savons d'expérience que cette façon de procéder n'est pas la bonne. Il n'y a rien de magique là-dedans. A un moment donné, on est ruiné parce qu'on ne peut pas continuer à tout jamais à avoir des besoins financiers, même compte tenu des prévisions actuelles du gouvernement, équivalents à 6.9 p. 100, 5.9 p. 100, 4.9 p. 100, et ainsi de suite, du PNB, que l'on emprunte sur l'avenir.

Si le taux de croissance est vraiment celui prévu par le gouvernement, il faudra nous attendre à ce qu'une bonne partie de l'épargne des Canadiens soit injectée dans le secteur privé. Mais où sont ces économies qui permettront de financer la croissance des affaires et du déficit gouvernemental? Elles sont inexistantes, monsieur le Président. On ne peut pas gagner sur tous les tableaux. On ne peut pas prévoir un crédit d'impôt pour favoriser les placements en capital-actions—et nous en avons besoin—et en même temps s'attendre à ce qu'il reste de l'argent pour financer des déficits gouvernementaux énormes, sans provoquer un encombrement sur le marché.